

Halte à la stigmatisation des chômeurs (25.10.11)

Depuis plusieurs semaines, on assiste à une campagne virulente et indigne contre les demandeurs d'emploi. Des attaques obsessionnelles de la droite et du monde patronal, FEB en tête, qui réclament une plus grande dégressivité des allocations de chômage en Belgique, voire leur limitation dans le temps. Au-delà de la polémique et des a priori idéologiques de la droite, le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) tient à rappeler quelques réalités chiffrées et les conséquences probables de ces mesures.

1. Le système dans sa forme actuelle est déjà largement dégressif. Au final, le montant maximum de l'allocation de chômage pour un chef de ménage est plafonné après 12 mois à 1.175,98 euros, et constitue le revenu unique de la famille. À titre de comparaison, le panier de consommation d'une famille moyenne est estimé, selon le CRIOC, à plus de 600 euros par semaine !

2. Les allocations de chômage en Belgique comme revenu de remplacement sont parmi les plus faibles en Europe.

3. Ces mesures visent moins des économies budgétaires que l'objectif de pousser les sans-emploi à accepter n'importe quel job afin de faire baisser les salaires et les conditions de travail. Comme en Allemagne, cela va permettre de gonfler les chiffres du taux d'emploi, mais va s'accompagner en parallèle d'une augmentation du nombre des travailleurs pauvres et de la pauvreté en général comme l'a dénoncé récemment un rapport de l'ONU.

4. Avec un manque structurel d'emplois, qui reste le problème numéro un, les personnes exclues du chômage n'auront d'autres choix que de se diriger vers le CPAS alors que les communes connaissent déjà de grandes difficultés budgétaires.

Stigmatiser les chômeurs en les rendant responsables de leur situation et en les présentant comme des tricheurs et des fainéants est révélateur d'un climat social inquiétant qui tend à opposer de plus en plus les citoyens entre eux : chômeurs contre travailleurs, Belges contre immigrés, jeunes contre pensionnés, hommes contre femmes...

Il est absurde de croire que l'on va sortir de manière durable de la crise actuelle en s'attaquant aux chômeurs et en ajoutant de la précarité à la précarité. Il est urgent d'imaginer un projet économique et social fondé sur l'égalité qui donne confiance et espoir aux citoyens.